

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
parc d'activités d'Angers St Barthélemy d'Anjou
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 7 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOURIAU

Route de Paris
RD 323
72470 Champagné

Références : SRNT 2023-0454

Code AIOT : 0006301823

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement SOURIAU implanté Route de Paris RD 323 72470 Champagné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOURIAU
- Route de Paris RD 323 72470 Champagné
- Code AIOT : 0006301823
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement Souriau de Champagné exerce une activité de conception et de fabrication de connecteurs destinés à être utilisés dans des environnements sévères. La fabrication de ces connecteurs nécessite l'utilisation d'installations de traitements de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestions des incompatibilités au poste de dépotage, contrôle des installations électriques, plan d'opérations interne, mesures complémentaires de réduction du risque

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	mesure de maîtrise des risques: mélange incompatible au dépotage	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet
2	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	conformité électrique	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 7.3.4	/	Sans objet
4	mesures complémentaires	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dispositif de dépotage correspond globalement à la description faite par l'exploitant dans son étude de dangers. Quelques points semblent à améliorer et font l'objet des demandes précisées dans le rapport. L'établissement n'a pas, au jour de l'inspection, réalisé un plan d'opération interne (POI), mais un manuel de crise : ce plan sera à mettre en place rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : mesure de maîtrise des risques: mélange incompatible au dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, incompatibilité au dépotage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : La mesure de maîtrise des risques (MMR) de sécurisation du stand de dépotage est prévue par l'exploitant pour permettre d'éviter notamment le mélange incompatible entre l'acide chlorhydrique et l'eau de Javel en cas d'erreur d'introduction au moment du dépotage du camion. En effet cette erreur d'introduction de produit pourrait conduire à des distances d'effets irréversibles très importantes autour du site (évaluées à 650 m dans l'étude de dangers pour les effets irréversibles sur la vie humaine). Conformément aux engagements pris dans son étude de danger, l'exploitant a donc étudié et installé un système de sécurisation du stand de dépotage afin d'éviter l'erreur humaine. Le détail concernant cette mesure de maîtrise des risques est précisé en annexe confidentielle.
Les observations que nous faisons sur le poste: - L'instruction de travail prévoit un rinçage du capot et du raccord (partie 3.3 fin du dépotage): il

semble que le rinçage ne soit pas correctement réalisé car il reste des traces de dépôt de produit à l'intérieur des bouches.

- Au-dessus du poste restent affichées les anciennes consignes de sécurité qui ne correspondent pas au nouveau système de dépotage.

- L'instruction ne prévoit pas la vérification des bons de livraison pour assurer que la livraison correspond bien au produit qui est attendu. Ce point devrait être vérifié préalablement aux opérations de dépotage.

Nous indiquons à l'exploitant qu'avec les conditions indiquées ci-dessus, le niveau de confiance 2 attribué à la mesure de maîtrise des risques dans son étude de dangers semble cohérent. Le positionnement de cet accident dans la grille MMR n'est donc pas remis en cause.

Néanmoins, ce phénomène dangereux ne peut être exclu de la maîtrise de l'urbanisation qu'à la condition du critère précisé dans la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/07 relatif au porter à la connaissance "risques technologiques, c'est à dire à la condition où la démonstration est faite que *"l'exploitant doit disposer des mesures techniques de maîtrise des risques permettant de conserver le niveau de probabilité de chaque accident dans sa même classe de probabilité lorsque, pour chacun des scénarios menant à cet accident, la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1 (ce qui est équivalent à ramener le niveau de confiance à zéro)."* - point C¹ de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, élaboration d'un POI

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

¹ Point C du 2.1.3 : Critères d'appréciation de la justification par l'exploitant de la maîtrise du risque accidentel correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats : L'exploitant a mis en place sur le site un manuel de crise pour la gestion des situations accidentelles. Ce document ne comporte pas l'ensemble des points cités dans l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. L'exploitant doit revoir son document et mettre en place un plan d'opération interne. En particulier, l'inspection attire l'attention sur les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, qui sont à mettre en place dès que possible.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : conformité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, vérification annuelle

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

Constats : L'exploitant réalise un contrôle des installations électriques annuellement. Nous avons consulté son rapport de contrôle électrique du 20/06/2022, à la suite de la visite d'inspection. Nous constatons que le rapport indique que certains points n'ont pas pu être contrôlés (limite de la vérification : les matériels en hauteur faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité). Il est précisé 16 points devant faire l'objet de remise en état. L'exploitant justifiera de la bonne réalisation de ces travaux de remise en état ainsi que du contrôle de l'ensemble des installations électriques.

L'exploitant réalise aussi un contrôle thermographique qui a été examiné après la visite d'inspection. Ce contrôle (Q19) du 09 mai 2023 ne fait état d'aucune anomalie constatée. Il indique aussi que des matériels n'ont pas pu être contrôlés (faux plafond).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : mesures complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, recommandations dans l'étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du code de l'environnement. L'annexe II du présent arrêté précise les critères d'application de cette démarche.
Constats : L'exploitant précise, dans son étude de dangers datée du 28/05/2019 (DRA-17-167156-04404C), qu'il apparaît nécessaire de mettre en place un certain nombre de dispositifs complémentaires. Nous notons que certains points n'ont pas été mis en place: <ul style="list-style-type: none">- vérifier la non-obturation du regard central permettant l'écoulement vers le puisard ainsi que l'absence de liquide dans le puisard avant toute opération de dépotage : nous constatons que le puisard n'est pas vide le jour de l'inspection;- améliorer le contrôle d'accès pour la livraison des produits dangereux conditionnés et en vrac : pas présenté en inspection ;- prévoir de rendre accessible la vanne manuelle de fermeture de l'alimentation en gaz du bâtiment F : nous constatons du matériel stocké a proximité et des chariots qui pourraient en gêner l'ouverture;- mettre en place des protections mécaniques pour les tuyauteries aériennes vulnérables aux agressions mécaniques : protection mises en place le jour de l'inspection. L'exploitant vérifiera et justifiera la mise en place de l'ensemble des points de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet